

Impressum Rédactrice responsable Sophie Buchs Rédaction Mario Togni Sévane Haroutunian Roxane Mazery Publicité Roseline Lörtscher Graphisme Giganto.ch Impression Atar Roto Presse SA Tirage 15'530 exemplaires Fondé en 1954 par Mar Paul Bouvier Prix de l'abonnement 12.-Périodicité: 2 fois/an Envois non distribués à retourner à: Caritas Genève Case postale 75 1211 Genève 4

VOTRE DON EST IMPORTANT





Retrouvez nos actualités sur:









Edito



Sophie Buchs Directrice de Caritas Genève

Stop à la précarité alimentaire

Chères lectrices, chers lecteurs,

Depuis maintenant vingt-cinq ans à Genève, les épiceries Caritas permettent à de nombreuses personnes de s'approvisionner à petits prix. Nous sommes très fiers de pouvoir poursuivre et développer ce modèle digne et respectueux des principes du droit à l'alimentation.

Organisées en coopérative, toutes les épiceries Caritas de Suisse peuvent ainsi compter sur un approvisionnement et une logistique performante. La petite équipe de la Coopérative est très dynamique et développe de nombreux projets pour s'assurer que nos client·es jouissent d'un service irréprochable. Nous avons par exemple un partenariat avec Denner pour augmenter la quantité de viande dans nos magasins ou encore, une application «Bonus+» qui permet à nos client·es d'avoir des réductions supplémentaires sur certains produits.

Pour compléter ce tableau, nos équipes de terrain assurent avec professionnalisme et bienveillance un accueil chaleureux et un service clientèle impeccable.

Bref, un projet qui fait sens et qui peut se développer encore pour répondre aux besoins d'une précarité grandissante à Genève! Dans ce contexte, nous sommes heureux de voir que le travail législatif permettant d'appliquer concrètement le droit à l'alimentation avance, après son inscription dans la constitution cantonale en 2023. Nous vous proposons dans ce numéro de découvrir la vision politique derrière l'avant-projet de loi récemment mis en consultation, en lisant l'interview de Thierry Apothéloz, président du Conseil d'État.

Pour Caritas, il est capital que l'application du droit à l'alimentation permette de diminuer la précarité alimentaire genevoise réelle, de reconnaître le droit à la dignité de toutes et tous et d'augmenter le pouvoir d'agir de chacun·e. Nous savons que pour beaucoup l'alimentation est une variable d'ajustement dans le budget et que le niveau de précarité a un impact sur les choix alimentaires possibles. En connaissant l'importance de l'alimentation sur la santé, la nouvelle loi devra permettre à chacune et chacun d'avoir des moyens adéquats et un accès réel à une alimentation de qualité.

Nous sommes au début du chemin et vous tiendrons informé·es par nos différents moyens de communication de la suite des travaux. Vous pouvez compter sur notre détermination à contribuer à créer un canton où la précarité alimentaire n'a plus sa place!

Merci pour votre soutien fidèle.

Photo de couverture : Thierry Apothéloz, président du Conseil d'État, travaille quelques heures à la caisse de notre épicerie, le 18 juin 2025.



Tél: +41 (0)22 339 90 90 Fax: +41 (0)22 339 90 99

Faubourg-de-Cruseilles 7 – 1227 Carouge

www.Palludsa.ch











Thema 3

Droit à l'alimentation: «Un changement de paradigme»



e 18 juin 2023, 67,6 % des Genevoises et Genevois acceptaient d'inscrire le droit à l'alimentation dans la constitution cantonale. Deux ans plus tard et à l'issue d'un travail collectif conséquent impliquant une trentaine d'organisations et d'associations, dont Caritas Genève, le Conseil d'État vient de mettre en consultation son avant-projet de loi « pour une alimentation solidaire et durable ». Thierry Apothéloz, président du gouvernement et artisan du nouveau dispositif, répond à nos questions.

Quelle est la philosophie de cette nouvelle loi?

Thierry Apothéloz: Nous sommes aujourd'hui à un moment charnière. On constate une hausse de la précarité à Genève, une hausse conséquente du nombre de dossiers à l'aide sociale et une augmentation croissante des demandes en lien avec l'alimentation, à travers Partage, les Colis du Cœur ou les épiceries Caritas. Au sortir du Covid, nous postulions que la demande extraordinaire liée à la crise sanitaire allait se résorber, mais ce n'est pas le cas...

Dans ce contexte, et à la faveur de la volonté constitutionnelle, nous devons changer de paradigme. Avec cette loi, nous voulons sortir d'une logique de charité pour aller vers un système qui rend de la dignité et de la responsabilité aux gens. Ce n'est pas une remise en cause du travail des acteurs et actrices de l'aide alimentaire, qui sont pour beaucoup bénévoles et dont l'engagement est précieux. Mais je pense qu'on doit aujourd'hui changer de cap.

Comment concrétiser ce changement?

Il s'agit de remplacer progressivement l'aide alimentaire en nature, telle qu'elle existe aujourd'hui, par une aide monétaire permettant un choix digne et responsable. Notre dispositif prévoit des cartes alimentaires permettant à certains bénéficiaires de faire leurs courses dans les magasins partenaires de leur choix. Il s'agit de laisser la liberté à chacun e d'acheter ce qu'il veut et où il veut selon ses besoins. Il est temps de faire confiance aux gens! Quand on distribue des cabas alimentaires, ce sont certes des biens en plus, mais je n'y trouve pas beaucoup de dignité et d'autodétermination.

Les colis alimentaires vont-ils disparaître?

Non, ils font également partie du dispositif et seront accessibles via la carte. Les bénéficiaires pourraient ainsi décider, selon leurs priorités, de prendre un cabas plus fourni mais avec moins de choix, ou utiliser leur carte dans un commerce. Je tiens à préserver une forme d'universalité de la prestation et le changement de système ne doit pas conduire à restreindre l'accès de certains publics à un soutien alimentaire. L'octroi d'une carte sera soumis à certaines conditions et tout



Thierry ApothélozPrésident du Conseil d'État genevois

le monde n'y aura pas accès. C'est pourquoi le dispositif prévoit également des prestations de restauration collective gratuites et avec un accès bas seuil, type Le Caré. Ce sont des instruments complémentaires. Le système doit rester le plus agile possible.

Qui va piloter ce dispositif?

Nous proposons de créer une fondation pour piloter le dispositif de solidarités alimentaires. Elle définira par exemple la charte et les critères à mettre en place avec les commerces partenaires, les conditions d'utilisation de la carte ou les principes d'un accueil digne et non-discriminatoire. Une fondation aurait l'avantage de pouvoir fédérer à la fois des compétences cantonales, communales et associatives et d'intégrer également des représentant-es des milieux agricoles et de la distribution.

Comment comptez-vous financer cette loi dans le contexte budgétaire actuel?

Communes, canton et structures privées pourront mettre leurs financements en commun pour une prise en charge coordonnée. C'est aussi l'intérêt d'avoir cette multiplicité de partenaires. Pour ce qui est du canton, je pars du principe qu'on doit démarrer avec les moyens existants. Si on attend que tout soit parfait, on en a pour des années au vu du contexte actuel. L'idée est donc de commencer par les 4,5 millions de francs actuellement dévolus à l'aide alimentaire. Les communes participeraient de leur côté de manière conséquente à la fondation et au financement des cartes d'achat. Des mécènes pourraient aussi y contribuer. Il est maintenant





indispensable d'initier cette nouvelle gouvernance de l'aide alimentaire et une fois celle-ci déployée, de faire évoluer les dispositifs selon les besoins sociaux, environnementaux et de santé publique.

Quid des autres aspects de la loi?

Ma priorité était de traiter la question de la précarité alimentaire, mais la loi propose une vision plutôt large de l'alimentation. Elle entend par exemple renforcer la lutte contre le gaspillage, encourager une production agricole saine et de proximité, améliorer la transparence sur les aliments vendus ou encore promouvoir une alimentation saine et équilibrée, notamment à travers la restauration collective (écoles, EMS, hôpitaux, etc.). Nous proposons également d'interdire les distributeurs d'aliments ultra-transformés dans les établissements publics.

Pourquoi le droit à l'alimentation est-il si important à vos yeux?

D'abord, je reste profondément marqué par ce qu'il s'est passé pendant le Covid, les longues files d'attente pour de l'aide alimentaire. J'en ai été frappé mais malheureusement pas surpris. Il existe à Genève une précarité bien connue des associations comme Caritas.

Par ailleurs, je trouve que l'État devrait être plus engagé sur la question de l'alimentation en général, au vu de son importance pour notre santé, pour les enfants, pour les personnes âgées, etc. J'ai aussi la conviction que la prévention est toujours meilleure que la réparation.

Le droit à l'alimentation ouvre la voie à une nouvelle politique publique à Genève. Dans le social, nous

Le droit à l'alimentation, c'est quoi?

Le droit à l'alimentation est un droit humain universel, inscrit dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies de 1966. En juin 2023, les électrices et électeurs du canton de Genève ont accepté à 67,6 % d'inscrire ce droit dans la constitution cantonale. Le nouvel article 38A est ainsi rédigé:

«Art. 38A Droit à l'alimentation Le droit à l'alimentation est garanti. Toute personne a droit à une alimentation adéquate, ainsi que d'être à l'abri de la faim.»

Depuis le vote de 2023, l'État a réuni une trentaine d'organisations et d'associations actives dans le social, l'agriculture, le commerce alimentaire, etc., au sein de groupes de travail, afin d'élaborer les pistes d'un projet d'application de ce droit à Genève. Fort de ce travail, le Conseil d'État vient de déposer l'avant-projet de loi « pour une alimentation solidaire et durable », mis en consultation publique jusqu'au 5 décembre 2025:

Retrouvez l'avant-projet de loi et le formulaire de consultation ici:



sommes trop dans la contrainte, sous condition de ressources. Avec l'alimentation, mon objectif est d'ouvrir les portes au maximum et de ne perdre personne en route, indépendamment de la couleur du passeport ou du statut. Cet article constitutionnel est une formidable opportunité, même s'il ne règle pas tout. La recherche de solutions pragmatiques, dans un contexte politique qui est plutôt celui de la fermeture, de l'isolationnisme ou de l'exclusion, me motive énormément. C'est un beau combat politique à mener.

25 ans d'épiceries Caritas à Genève: un modèle solidaire qui perdure

Il y a vingt-cinq ans, la première épicerie Caritas voyait le jour à Genève. Depuis, nos magasins sont devenus des acteurs incontournables de la solidarité.

Texte Roxane Mazery

n mai 2000, un «magasin pas (tout à fait) comme les autres» ouvrait ses portes rue Jean-Violette. Première épicerie Caritas du canton de Genève, elle s'inscrivait dans un projet lancé sept ans plus tôt à Bâle, avant de s'étendre en Suisse alémanique, puis en Suisse romande. Pour Gladys Corredor, fondatrice du magasin genevois, cette initiative répondait à un constat clair: une montée de la précarité. Deux enquêtes menées en 1997 et 1999 faisaient en effet état d'une situation préoccupante de la pauvreté en Suisse, notamment pour les working poor. En partenariat avec Caritas Suisse, ce projet visait donc à offrir « une solution immédiate aux problèmes quotidiens » des personnes touchées, comme le soulignait la brochure officielle.

L'idée était aussi de fournir une alternative aux distributions alimentaires, comme l'explique Gladys Corredor: « Nous voulions permettre aux gens d'avoir le choix des produits qu'ils achètent». Entrer dans un magasin presque ordinaire, choisir ses produits et les payer était une manière de préserver la dignité des bénéficiaires et d'atténuer un potentiel sentiment de honte. « Nous faisions en sorte d'accueillir les gens chaleureusement, en offrant par exemple un thé ou un café. La dignité était au centre de notre démarche et je suis très fière qu'elle perdure encore aujourd'hui», confie la fondatrice.

Vingt-cinq ans plus tard, la fréquentation n'a jamais été aussi élevée: 1,1 million de ventes en 2024 dans les 22 épiceries Caritas de Suisse, un record. La situation des personnes en situation de pauvreté, elle, est toujours plus préoccupante: selon l'Office fédéral de la statistique, plus d'une personne sur six en Suisse n'a pas assez d'argent pour vivre. Un constat qui a poussé les épiceries à baisser leur marge récemment, pour tenter de soulager un peu plus le budget des ménages précaires.

Pour Olivier Dunner, responsable des épiceries à Caritas Genève, cette hausse de la fréquentation s'explique aussi par une meilleure visibilité: «En se faisant connaître, on a élargi notre clientèle. Aujourd'hui, les cartes d'accès sont distribuées par un grand nombre d'institutions, dans plus de 100 lieux à Genève.»

Côté clientèle, pas de profil type, selon lui: «C'est comme Tintin. Dans toutes les langues de 7 à 77 ans! On y retrouve aussi bien des jeunes en études que des travailleurs et travailleuses précaires, des parents célibataires, des retraité es ou des sans-papiers parce que la délivrance des cartes n'est pas liée au permis de séjour, fort heureusement. Donc vraiment, il n'y a pas de client type.»

Autre évolution: la composition des équipes. Autrefois, les clientes et clients étaient accueillis par des bénévoles et des personnes en réinsertion. Les épiceries se sont progressivement professionnalisées et sont aujourd'hui aussi des espaces d'insertion et de formation. Avec 6 apprenti·es et 11 collaborateur·ices en réinsertion, les deux échoppes genevoises offrent un cadre stimulant et bienveillant pour se former ou préparer un retour à l'emploi. Nicolas, apprenti AFP en 2°



année à l'épicerie de Plainpalais témoigne: « J'ai été très bien accueilli quand je suis arrivé ici, ce qui est vraiment agréable. Et puis, bien sûr, il y a l'expérience humaine avec les clients qui me plaît beaucoup, ainsi que la rigueur de la vente.»

Malgré ces évolutions, l'objectif reste le même depuis vingt-cing ans: rendre accessibles des produits de qualité aux personnes disposant d'un budget limité et ainsi leur permettre de manger sainement. Les produits, toujours frais, sont 20 à 40% moins chers que dans les commerces traditionnels : « C'est pour ça qu'on n'a pas de baguette de pain par exemple. Elle est à 1,20 chez Lidl et Aldi, donc on n'arrivait pas à être moins cher» explique Olivier Dunner. Les épiceries proposent un assortiment de base de plus de 250 produits de première nécessité, garanti toute l'année, complété par des articles ponctuels en fonction des saisons. Pour assurer l'approvisionnement, une centrale, commune à toutes les épiceries Caritas et située à Lucerne, reçoit des produits de plus de 300 fournisseurs (Migros, Coop, Denner, Spar, entre autres).

Et pour le futur? « L'ouverture d'une troisième épicerie à Vernier, probablement en 2027 », annonce Olivier Dunner. Cette nouvelle enseigne viendra répondre à un besoin croissant, constaté aussi bien à Genève qu'ailleurs en Suisse. Et même si le responsable aimerait qu'un jour ces magasins n'aient plus de raison d'exister, force est de constater que pour l'instant, ils restent indispensables.



Premier logo et brochure de l'épicerie sociale de Caritas Genève à son ouverture en 2000.

Solidarité Vos dons sont reversés pour les cas présentés ou pour une situation similaire en cas de solde excédentaire

522/25 - Sabrina Moreno

Pour y voir clair

Mariela et sa fille Isabel, âgée de 8 ans, vivent en Suisse depuis trois ans. Sans statut légal, elles parviennent à survivre avec CHF 1'800.- par mois que Mariela arrive à gagner grâce à ses emplois dans l'économie domestique. Malgré le soutien qu'elle reçoit de la part de ses connaissances et amis, la situation reste difficile et toute dépense imprévue fait sombrer la famille dans une précarité accrue. Lors d'un contrôle ophtalmologique, il a été diagnostiqué à Isabel un problème de vue qui nécessite le port de lunettes. Le devis pour l'achat de lunettes est bien trop élevé pour un budget limité. Ne pouvant bénéficier d'aucune aide étatique en raison de son statut, Mariela se trouve dans une impasse: choisir entre les besoins de base de sa famille et la santé visuelle de sa fille. Pour aider Mariela à financer les lunettes d'Isabel, nous aurions besoin de CHF 550.-. Toute aide est la bienvenue. Merci pour votre soutien.

523/25 - Louise Wehrli

L'ultime dette

Après de nombreuses années très difficiles à Genève, sans statut de séjour et élevant seule sa fille, Madame Gomez a recu plusieurs bonnes nouvelles ces derniers mois. Elle a décroché un nouvel emploi stable, sa fille vient de signer un contrat d'apprentissage et la plus importante: un permis B leur a été octroyé! De quoi appréhender désormais l'avenir plus sereinement. Une ombre au tableau subsiste: un extrait des poursuites qui n'est pas vierge et qui rend difficile les recherches d'un logement pérenne. Après un long travail de désendettement dans lequel Madame Gomez s'est beaucoup engagée, une dernière dette demeure. Nous avons pu négocier le rachat de cet acte de défaut de biens auprès du créancier qui a octroyé un rabais de 50%. La somme de CHF 288.- est nécessaire pour effacer définitivement cette dette et nous souhaiterions soutenir Madame Gomez pour cela. Toute contribution à cette somme est bienvenue!

524/25 - Sandra Fraga

Maman de trois enfants

Rachel, 37 ans, séparée depuis peu, a trois enfants de 8, 10 et 13 ans, dont elle a la garde une semaine sur deux. Elle travaille à 80%, mais étant donné qu'elle et son ex-compagnon ont une garde alternée, elle ne peut prétendre à des aides officielles et les fins de mois sont difficiles. Rachel tient ses engagements et par conséquent, son budget est serré. Elle accuse du retard dans le paiement de certaines factures courantes, dont son assurance RC et ménage, alors qu'il s'agit d'un poste prioritaire et obligatoire. Pour les raisons évoquées, nous vous demandons un soutien financier de CHF 370.- afin de permettre à Rachel de régler sa compagnie d'assurance et ainsi la soulager dans ses paiements en cette fin du mois. Elle vous en sera si reconnaissante!

525/25 - Yunha Oh

Bourse en attente

Lucie, 24 ans, est en dernière année de master à l'Université. Elle résidait dans le canton de Vaud mais après le déménagement de sa mère, elle s'est vue obligée de venir habiter à Genève pour terminer ses études et effectuer les stages demandés. Soutenue jusqu'ici par le service social de sa commune d'origine, ce dernier l'a orientée vers notre institution pour l'aider à faire une demande de bourse d'études qui lui permettra de poursuivre son année sans soucis. Cependant, après plusieurs problèmes de coordination entre différents services, la demande de bourse a pris du temps et Lucie, sans revenus, a pris du retard dans le paiement de ses factures, notamment celle de sa prime d'assurance maladie de CHF 568.45. Aujourd'hui, la demande de bourse d'études a été acceptée mais Lucie est encore en attente du premier versement. Votre générosité lui permettrait d'éviter la création de dettes et de commencer sa carrière professionnelle sans problème. Nous vous remercions d'avance pour l'aide que vous apporterez à Lucie!

526/25 - Natalia Astorga

Le rêve étoilé de Céline

Céline, âgée de 13 ans, est une jeune fille appliquée, créative et passionnée par les arts. Elle rêve de devenir danseuse, mais les moyens de ses parents sont très modestes. En revanche, ils ont réussi à obtenir une réduction sur le prix des cours auprès d'une école de danse. Malheureusement, les tenues et les chaussons restent coûteux et la famille ne peut assumer cette charge, pourtant indispensable. Avec CHF 470.-, Céline pourrait acquérir tout le matériel nécessaire pour continuer à avancer vers son rêve. Un petit geste lui permettrait de virevolter avec passion et, peut-être, d'atteindre les étoiles. Un grand merci pour votre soutien.

527/25 - Catia Carrasqueira

Près d'un meilleur avenir

Antoine est arrivé en Suisse avec sa famille, sur la promesse d'un emploi et d'un logement. Malheureusement, l'entreprise a fait faillite avant même de pouvoir l'embaucher. Sans ressources, la famille a dû se loger à ses frais, jusqu'à épuiser toutes ses économies. Aujourd'hui, une lueur d'espoir renaît: Antoine vient de trouver un travail qui lui permettra bientôt de subvenir aux besoins de sa famille. En attendant son premier salaire, il lui reste à régler un loyer en retard. Il lui mangue encore CHF 820.pour éviter de s'endetter davantage. Un petit coup de main lui permettrait de franchir ce cap difficile et de démarrer cette nouvelle étape avec dignité.

528/25 - Gianna De Mita

Un nouveau départ pour Sandro

Sandro s'est séparé de sa femme il y a quelques mois. Face à une situation familiale particulièrement difficile, il s'est vu contraint de quitter le domicile pour apaiser les tensions et ainsi préserver le bien-être de ses enfants. Sandro travaille dans le nettoyage pour un petit salaire. Avec la nouvelle pension alimentaire à verser, il lui était difficile de trouver un appartement rapidement pour un loyer abordable. N'ayant pas de logement, il a dû dormir plusieurs mois dans sa voiture et ne pouvait bien entendu pas accueillir ses enfants. Il ne les voyait donc que très rarement. Heureusement, Sandro a finalement trouvé une grande chambre récemment où il pourra enfin les recevoir. Mais pour aménager cet espace et leur offrir un cadre chaleureux, il aurait besoin d'un coup de pouce pour le meubler convenablement. Un soutien de CHF 500.- lui permettrait de recréer un environnement stable et rassurant afin d'accueillir ses enfants avec dignité.

529/25 - Samirah Sbaï

Un souffle d'air pour Mélanie

Mélanie, mère célibataire, vivait avec son fils dans un studio très humide, devenu quasi insalubre. Elle a demandé plusieurs fois à la régie de faire le nécessaire. mais celle-ci n'a proposé aucune solution. Après un long combat, elle a dû, frustrée et épuisée, chercher seule un nouveau logement. Heureusement, elle a finalement pu trouver un petit appartement plus sain, dans le même quartier. Mais pendant quinze jours, les deux baux se sont chevauchés et elle a dû payer deux loyers. La régie a encore une fois refusé tout arrangement et exige le paiement immédiat de ce dernier loyer. Avec un budget mensuel très serré, Mélanie se retrouve en grande difficulté, et est incapable de faire face aux CHF 750.- demandés. Un petit coup de pouce lui permettrait de sortir de cette impasse et enfin respirer sereinement, dans un logement sûr et digne pour elle et son fils. D'avance un grand merci!

530/25 - Samirah Sbaï

Regarder de près pour viser plus loin

Sofia est une femme courageuse, ingénieure de formation, et mère célibataire. Pour offrir un avenir meilleur à son fils, elle a dû prendre la décision difficile de quitter son pays et de venir s'installer en Suisse, laissant derrière elle sa carrière et ses proches. Sur le territoire depuis maintenant un peu plus d'un an, la petite famille arrive tant bien que mal à vivre grâce à quelques heures de travail dans l'économie domestique. À côté de ses emplois, Sofia suit des cours de français et entreprend de nombreuses démarches pour faire reconnaître ses diplômes afin d'améliorer sa situation. Malheureusement, un accident a brisé ses lunettes et depuis, elle ne peut plus lire ni étudier. Ses movens étant très faibles, ils ne lui permettent pas d'assumer les CHF 459.nécessaires pour acheter une nouvelle paire. Le moindre coup de main lui permettrait de retrouver son autonomie, de continuer à se former et d'offrir un avenir meilleur à son fils. Merci de tout cœur pour votre aide et votre générosité.

531/25 - Nina Marin

Pour Romeo

Adeline est une ieune femme solitaire. Elle sort peu et travaille beaucoup. Secrétaire-réceptionniste pour une grande entreprise, elle gagne suffisamment sa vie pour assumer un quotidien modeste et aider sa maman retraitée. Aussi, elle parvient à épargner de petites sommes depuis deux ans pour réaliser son rêve : adopter un chien. Au printemps dernier, elle avait enfin suffisamment d'argent de côté pour se présenter à la SPA. Là, elle a été très claire, elle souhaitait accueillir un animal en bonne santé car elle n'aurait pas les moyens pour des soins médicaux importants. C'est ainsi que Romeo est entré dans sa vie... Malheureusement. à son insu, Adeline a adopté un animal qui avait été violenté. Romeo présentait en effet des lésions corporelles et psychologiques importantes qui ont nécessité des opérations et un suivi coûteux. Notre consultante était

désespérée à l'idée de devoir se séparer de son compagnon de vie. Elle s'est alors privée davantage pour économiser et elle est parvenue à payer la première opération, les cours obligatoires avec une éducatrice et une partie des consultations chez le vétérinaire. Mais pour l'opération à venir, dont le devis s'élève à CHF 1'200.-, elle ne sait pas comment faire. Tout soutien serait d'un grand secours, pour Romeo et Adeline. En leurs noms, un grand merci!

> 520/25 - Samirah Sbaï Journal #516 Mai 2025

Nouvelles d'une situation pour laquelle nous avons sollicité votre soutien: « Aidons José à conjuguer passion et intégration»

En mai dernier, nous vous partagions l'histoire de José, jeune homme récemment arrivé en Suisse, passionné par le soin aux personnes âgées et désireux de poursuivre son parcours professionnel. Grâce à votre formidable générosité, José a pu intensif qu'il espérait tant. Il s'y est investi avec enthousiasme et a rapidement progressé, gagnant en confiance et en aisance dans la communication, au quotidien comme au travail. Ces nouvelles compétences lui ont permis de décrocher davantage d'heures d'activité dans le domaine du soin, où il continue de se distinguer par sa bienveillance et son sérieux. Son intégration en Suisse est aujourd'hui une belle réussite : il s'y sent pleinement à sa place, entouré et reconnu pour ses qualités humaines et professionnelles. Fort de ce parcours, José s'apprête à franchir une nouvelle étape en entamant prochainement sa validation des acquis. Un immense merci à toutes celles et ceux qui ont rendu cela possible.

Circular Economy Switzerland -City Lead Genève

Deuxième événement de l'année: échange sur la mode circulaire avec présentation de L'Upcyclerie, de son réseau et de son pôle pédagogique.

- Je 4 décembre, dès 18h

Lieu: L'Upcyclerie, rue des Bains 63

Cuisine & Santé

Les prochains ateliers pour apprendre à cuisiner équilibré avec un petit budget:

- Ma 25 nov.: Graisses cachées

- Je 27 nov.: Gestion du temps*

- Je 11 déc.: Procrastination*

- Ma 16 déc.: Ethnique

Lieux et horaires:

Espace de quartier Plainpalais:

Mardi 18h-22h

* Espace de quartier Soubeyran:

Jeudi 18h-22h

Tarif: 5 CHF (repas compris)

Infos et inscription: caritas-ge.ch/agenda

Cuisine & Partage

Venez partager un moment convivial autour d'un repas, en aidant à sa préparation ou simplement en le dégustant!

- Mer 26 nov.*
- Ma 2 déc.
- Mer 3 déc.*
- Ma 9 déc.
- Mer 10 déc.*

Lieux et horaires:

Espace de quartier Plainpalais:

Mardi 18h-22h pour cuisiner. 19h30-22h pour manger

* Espace de quartier Soubeyran:

Mercredi 10h-13h pour cuisiner, 12h-13h pour manger

Tarif: prix libre

Infos et inscription: caritas-ge.ch/agenda

Caritas Jeunesse

Consultez et inscrivez-vous à nos camps de vacances et centres aérés de cet hiver et de Pâques, pour les enfants de 4 à 18 ans.

- Du 27 décembre 2025 au 2/3 janvier 2026: Camps pour les 7-12 ans et 13-16 ans.
- Du 23 au 27 février 2026: Centres aérés pour les 4-6 ans, 6-9 ans et 7-12 ans.
- Du 21 au 27/28 février: Camps pour les 7-12 ans, 13-15 ans et 16-18 ans.
- Du 7 au 10/11 avril: Centres aérés et camps pour les 4-6 ans et 7-12 ans.

- Du 13 au 17/18 avril: Centres aérés et camps pour les 4-6 ans et 7-15 ans.

Infos et inscription: caritas-jeunesse.ch info@caritas-jeunesse.ch ou 022 708 04 04 Possibilités d'aide financière si besoin.

Vous êtes avocat·e et vous souhaitez vous engager?

Dans le cadre de notre nouvelle permanence pénale précarité. nous cherchons des avocates bénévoles:

- Engagé·es pro bono pour le droit et la dignité des plus précaires
- Disponibles ponctuellement
- À l'aise avec les procédures de recours administratifs et pénaux

Contact: yann.waechter@caritas-ge.ch ou 022 708 04 44

Infos:



CARITAS Genève



Faire un don aujourd'hui, c'est soutenir concrètement celles et ceux qui en ont le plus besoin.

CH38 0900 0000 1200 2726 2 **MERCI** www.caritas-ge.ch/don

Envie de devenir mono?

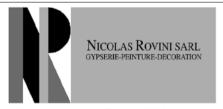






Si tu as entre 18 et 25 ans, envoie-nous ton CV et ta lettre de motivation à animation@caritas-ge.ch

Toutes les infos sur le monitorat sur caritas-jeunesse.ch/moniteurs



19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Tél.: 022 756 11 67 - Fax: 022 756 14 54 Mobile: 079 423 32 54 - rovini@bluewin.ch



LE COURRIER



Et pourquoi pas vous?

Caritas Genève cherche des personnes prêtes à héberger un e ou des réfugié es de diverses nationalités. Familles, personnes seules, jeunes ou âgées, ... Votre accueil peut changer une vie. Ouvrez votre porte et votre cœur à des réfugié es à Genève pour quelques mois... ou plus. Caritas Genève vous encadre étroitement: accompagnement professionnel, soutien

Intéressée? Contactez le Pôle hébergement de réfugiées chez l'habitant:

www.caritas-ge.ch/accueil-refugies WhatsApp: 079 151 98 53

constant et indemnité mensuelle inclus.

Tél: 022 708 04 40 Mail: info@caritas-ge.ch



Edouard BRUN & Cie S.A. Agence Immobilière

uspigenève

www.regiebrun.ch





